

◆

Volume 3

Sommaire	5
-----------------------	---

Liste des abréviations	7
-------------------------------------	---

TITRE 10
LES SAISIES CONSERVATOIRES,
LES VOIES D'EXÉCUTION ET LE RÈGLEMENT
COLLECTIF DE DETTES

Frédéric GEORGES

10.1. Introduction et plan.....	11
--	----

CHAPITRE I
NOTIONS GÉNÉRALES ET PRINCIPES.....

10.2. Plan.....	15
------------------------	----

Section 1 – Consistance et importance du droit de l'exécution.....

10.3. Le droit à l'exécution forcée	15
10.4. Modalités de l'exécution forcée.....	18
10.5. Particularités de l'exécution forcée de l'obligation pécuniaire – Renvoi.....	19
10.6. Siège légal de la matière.....	20

Section 2 – Le recouvrement amiable des dettes des consommateurs.....

10.7. Principes.....	20
10.8. Pratiques prohibées	21
10.9. Prescriptions complémentaires.....	22

Section 3 – Distinction entre saisie conservatoire et voie d'exécution.....

10.10. <i>Summa divisio</i>	24
--	----

**Section 4 – L'égalité des créanciers et la vocation collective
des saisies**.....

10.11. Portée du principe, implication et exception	25
--	----

Section 5 – Caractère d'ordre public du droit des saisies.....

10.12. Illustrations.....	27
----------------------------------	----

Section 6 – Le juge des saisies	28
§ 1.– Statut	28
10.13. Organisation judiciaire.....	28
§ 2.– Compétence matérielle	29
A. Généralités	29
10.14. Dispositions applicables et principes.....	29
B. Lignes de partage des compétences en cas de règlement collectif de dettes ... 31	
10.15. Regroupement du contentieux devant le tribunal du travail.....	31
C. En principe, le juge des saisies ne connaît pas du fond	32
10.16. Plan.....	32
1. Le juge des saisies connaît de la légalité et de la régularité des poursuites.....	32
10.17. Limites du pouvoir juridictionnel du juge des saisies.....	32
10.18. Première illustration : le recouvrement des astreintes.....	34
10.19. Deuxième illustration : le recouvrement public.....	36
10.20. Troisième illustration : le recouvrement des aliments.....	37
2. Le juge des saisies a le pouvoir d’interpréter et de rectifier des décisions de justice.....	38
10.21. Une heureuse consécration.....	38
3. Le juge des saisies a parfois le pouvoir de suspendre l’exécution.....	39
10.22. Pouvoirs différenciés selon les contextes.....	39
4. Le juge des saisies et les termes et délais.....	40
10.23. En cas de titre notarié...voire fiscal ?.....	40
D. La réserve liée à l’absence d’invocation d’un incident de répartition	42
10.24. Le juge des saisies est également un juge du tribunal de première instance.....	42
E. Hypothèses où, à titre exceptionnel, le juge des saisies connaît du fond	42
10.25. Action en distraction et procédures de répartition.....	42
§ 3.– Compétence territoriale	43
10.26. Chefs de compétence territoriale.....	43
§ 4.– Procédure	44
10.27. Formes du référé.....	44
Section 7 – Saisissabilité et insaisissabilité	45
10.28. La saisissabilité est le principe.....	45
10.29. Sursis suscités par la pandémie.....	46
10.30. Les insaisissabilités : <i>summa divisio</i>	48
§ 1.– Insaisissabilités réelles	48
10.31. Insaisissabilité par nature et insaisissabilité légale.....	48
A. Les meubles corporels	49
10.32. Meubles corporels protégés.....	49

B. <i>Les meubles incorporels</i>	50
1. Principes fondamentaux.....	50
10.33. Philosophie de la protection, résumé et plan.....	50
2. Dégressivité de l'insaisissabilité et distinction entre « revenus professionnels » et « revenus d'autres activités » (art. 1409, §§ 1 ^{er} et 1 ^{er} bis, et 1410, § 1 ^{er} , C. jud.).....	52
10.34. Les revenus professionnels.....	52
10.35. Les revenus de remplacement.....	55
3. Prise en compte des enfants à charge (art. 1409ter et 1409quater C. jud.).....	57
10.36. Un accouchement douloureux.....	57
10.37. Définition de l'enfant à charge.....	58
10.38. Procédure applicable.....	59
4. Les revenus « atypiques » (art. 1409bis C. jud.).....	61
10.39. Objectifs et procédure.....	61
10.40. Applications.....	62
5. Les montants totalement insaisissables (1410, § 2, C. jud.).....	63
10.41. Allocations totalement protégées.....	63
6. Le report d'insaisissabilité en cas de versement des sommes protégées sur un compte bancaire (art. 1411bis à 1411quater C. jud.).....	64
10.42. <i>Ratio legis</i>	64
10.43. ... et traduction de celle-ci.....	65
10.44. Traçabilité, insaisissabilité fondante et procédure.....	66
7. Le sort du créancier d'aliments.....	67
10.45. Le statut privilégié du créancier d'aliments.....	67
C. <i>Insaisissabilité volontaire et limitée de l'immeuble constituant la résidence principale des indépendants</i>	69
10.46. Une insaisissabilité volontaire et relative.....	69
§ 2.– <i>Insaisissabilités personnelles : les immunités d'exécution</i>	70
A. <i>En droit interne belge</i>	70
10.47. Personnes morales de droit public.....	70
10.48. Preuve de l'absence d'utilité du bien.....	72
B. <i>En droit international</i>	73
10.49. Immunité d'exécution des autorités étrangères.....	73
10.50. Hypothèses particulières.....	75
Section 8 – Publicité des saisies	76
10.51. Raison d'être.....	76
10.52. Plan.....	77
§ 1.– <i>Le fichier des avis</i>	77
10.53. Raison d'être.....	77
10.54. Évolution législative.....	77
A. <i>Dispositions relatives à l'institution du fichier</i>	79
10.55. Aspects institutionnels.....	79

B. Examen des différents avis.....	80
10.56. Principes.....	80
1. Avis de saisie.....	80
10.57. Hypothèses d'émission.....	80
2. Avis d'opposition à saisie.....	81
10.58. Association à la répartition.....	81
3. Avis de délégation.....	82
10.59. Origine et modifications.....	82
4. Avis de cession de rémunération.....	82
10.60. Effet d'opposabilité de la mesure.....	82
5. Avis de règlement collectif de dettes.....	83
10.61. Publicité de l'admissibilité et de l'évolution de la procédure.....	83
6. Avis de protêt.....	83
10.62. Intégration des protêts.....	83
C. Envoi des différents avis au fichier.....	83
10.63. Modalités.....	83
D. Durée de conservation des avis.....	84
10.64. Conservation de trois ans en principe.....	84
E. Personnes ayant accès au fichier.....	84
10.65. Modalités d'accès.....	84
F. Caractère obligatoire de la consultation du fichier.....	85
10.66. Consultation et procédures de répartition obligatoires.....	85
G. Objectifs atteints ?.....	85
10.67. Constat mitigé.....	85
§ 2.– Le Registre central pour les saisies conservatoires européennes des comptes bancaires.....	87
10.68. Mesure d'accompagnement du Règlement européen.....	87
§ 3.– Le Registre central pour le recouvrement des dettes d'argent non contestées.....	87
10.69. Un registre générateur de titres exécutoires.....	87
§ 4.– Le Fichier central des jugements, arrêts et actes allouant une pension alimentaire.....	88
10.70. Un fichier introuvable.....	88
§ 5.– Le Fichier central du règlement collectif de dettes.....	89
10.71. Un fichier qu'on espère trouver un jour.....	89

CHAPITRE 2	
RÈGLES COMMUNES AUX SAISIES CONSERVATOIRES.....	91
10.72. Plan.....	91
Section 1 – Conditions pour former une saisie conservatoire.....	91
10.73. Conditions de fond et de forme.....	91
§ 1.– Conditions de fond.....	91
10.74. Principes et plan.....	91
A. <i>La célérité</i>	91
10.75. Célérité : notion et preuve.....	91
10.76. Illustrations jurisprudentielles.....	93
B. <i>Une créance certaine, liquide et exigible</i>	96
10.77. Conditions de fond.....	96
10.78. Certitude.....	96
10.79. Liquidité.....	98
10.80. Exigibilité.....	99
§ 2.– Condition de forme : disposer d'un titre.....	101
10.81. Typologie des titres possibles.....	101
A. <i>Un jugement émanant d'une juridiction de fond</i>	101
10.82. La décision de justice et les titres assimilés.....	101
B. <i>Une autorisation du juge des saisies</i>	102
10.83. Conditions procédurales d'obtention de l'autorisation du juge des saisies...	102
C. <i>Un titre privé</i>	103
10.84. Exception particulière à la saisie-arrêt conservatoire.....	103
Section 2 – Forme de la saisie.....	103
10.85. Mentions de l'exploit.....	103
Section 3 – Recours potentiels.....	104
10.86. Recours du créancier.....	104
10.87. Recours du débiteur.....	104
Section 4 – Effets des saisies conservatoires.....	106
10.88. Indisponibilité : traits caractéristiques.....	106
Section 5 – Le cantonnement sur saisie conservatoire.....	109
10.89. Notion et distinctions.....	109
§ 1.– Cantonnement de l'objet de la saisie.....	110
10.90. Raison d'être et cas d'application.....	110
10.91. Extension aux cessions de rémunération et à l'action directe.....	112
§ 2.– Le cantonnement sur saisie conservatoire.....	113
10.92. Raison d'être.....	113

10.93.	Mise en œuvre.....	114
10.94.	Montant à consigner et cantonnements par prélèvement ou équivalent.....	115
10.95.	Effets.....	116
10.96.	Les cantonnements particuliers	117

CHAPITRE 3

LES DIFFÉRENTES SAISIES CONSERVATOIRES ET LEURS TRAITS FONDAMENTAUX..... 119

Section 1 – La saisie mobilière conservatoire.....	119
10.97. Dispositions applicables et champ d'application.....	119
10.98. Formalisme particulier.....	120
10.99. Effets.....	120
Section 2 – La saisie immobilière conservatoire.....	122
10.100. Dispositions applicables et champ d'application.....	122
10.101. Conditions de forme	122
10.102. Durée de la validité de la saisie et de sa transcription	122
10.103. Effet d'indisponibilité.....	123
Section 3 – La saisie-gagerie.....	123
10.104. Un particularisme peu usité.....	123
Section 4 – La saisie-revendication.....	123
10.105. Sanction d'un droit réel.....	123
Section 5 – La saisie-arrêt conservatoire.....	124
10.106. Notion et plan.....	124
§ 1.– L'objet de la saisie-arrêt.....	124
10.107. Créances susceptibles de saisie-arrêt.....	124
10.108. Seuil d'existence de la créance dans le patrimoine du débiteur saisi.....	126
§ 2.– Le titre privé.....	127
10.109. Notion de titre privé.....	127
§ 3.– Illégalité (nuancée) des oppositions amiables.....	129
10.110. Le principe.....	129
10.111. Quelle attitude conseiller au destinataire d'une telle opposition ?.....	131
§ 4.– La forme de la saisie-arrêt conservatoire.....	132
10.112. Exploit d'huissier ou notification par greffe.....	132
10.113. Dénonciation de la saisie au débiteur saisi.....	132
§ 5.– Les effets de la saisie-arrêt conservatoire.....	133
10.114. Obligations du tiers saisi.....	133
10.115. Sanction de la violation des obligations précitées.....	134

CHAPITRE 4	
RÈGLES COMMUNES AUX VOIES D'EXÉCUTION	139
10.116. Plan.....	139
Section 1 – Conditions pour former une voie d'exécution	139
10.117. Généralités.....	139
§ 1.– Une créance rigoureusement certaine, liquide et exigible.....	140
10.118. Portée d'une appréciation exigeante	140
10.119. Dérogation à la condition d'exigibilité.....	141
§ 2.– Un titre dont l'actualité exécutoire reste acquise.....	141
10.120. Un titre exécutoire actuel.....	141
Section 2 – Le titre exécutoire judiciaire	143
10.121. Généralités.....	143
10.122. Exigences formelles et substantielles	144
10.123. Conséquences d'une réformation du titre judiciaire	145
§ 1.– Le préalable de la signification	146
10.124. Principe et exception.....	146
§ 2.– La décision doit être coulée en force de chose jugée, sauf exécution provisoire notablement étendue	148
A. Introduction	148
10.125. Principes.....	148
10.126. De « Pot-pourri I » à « Pot-pourri VI »	148
10.127. Structure des développements.....	149
B. Les jugements avant-dire droit	150
10.128. Exécution provisoire légale générale	150
C. Maintien de l'effet suspensif de principe des recours ordinaires formés par le défaillant contre une décision rendue par défaut	151
10.129. Principe : suspension du caractère exécutoire de la décision rendue par défaut par l'exercice effectif du recours ordinaire.....	151
10.130. Extension du principe : suspension de l'exécution de la décision rendue par défaut pendant le délai de recours ordinaire.....	152
10.131. L'exécution provisoire peut assortir la décision rendue par défaut dans deux cas de figure.....	153
10.132. L'exécution provisoire assortissant légalement la décision rendue par défaut	153
10.133. L'exécution provisoire légale absolue d'une décision rendue par défaut.....	154
10.134. L'exécution provisoire légale relative d'une décision rendue par défaut.....	155
10.135. Les particularités de certaines décisions rendues par défaut par le tribunal de la famille – Rappel	157
10.136. Certaines décisions rendues par défaut par le juge des saisies ne sont pas exécutoires par provision de plein droit.....	157
10.137. L'exécution provisoire judiciaire de la décision rendue par défaut.....	158
10.138. L'exigence de motivation spéciale	159
10.139. Interaction de la présente matière avec le pouvoir du juge de réparer les omissions dans les décisions judiciaires	160

D. <i>Caractère exécutoire de principe des décisions contradictoires</i>	160
10.140. Principe : les décisions définitives contradictoires sont de plein droit revêtues de l'exécution provisoire.....	160
10.141. Les deux types d'exécution provisoire assortissant la décision contradictoire.....	161
10.142. Les exceptions légales au caractère exécutoire par provision de la décision contradictoire.....	161
10.143. L'exception judiciaire au caractère exécutoire par provision de la décision contradictoire.....	163
10.144. Pouvoir du juge de réparer les omissions dans les décisions judiciaires.....	164
10.145. Exécution provisoire absolue – Renvoi.....	164
E. <i>Le pouvoir du juge d'appel (et d'opposition ?) quant à l'exécution provisoire</i> ...	164
10.146. Régime applicable avant « Pot-pourri I et V ».....	164
10.147. Régime applicable suite à « Pot-pourri I et V ».....	165
10.148. Quid de l'opposition ?.....	166
F. <i>L'exécution provisoire comme sanction de l'absence de paiement des droits de mise au rôle</i>	167
10.149. Évitement d'une manœuvre dilatoire.....	167
G. <i>Les balises à l'exécution provisoire</i>	168
10.150. Trois balises.....	168
10.151. Constitution d'une garantie	168
10.152. L'exécution provisoire a lieu aux risques et périls de celui qui s'en prévaut.....	169
10.153. Responsabilité objective – Champ d'application	170
10.154. Responsabilité objective – Acte générateur de responsabilité.....	171
10.155. Cantonnement - Principes.....	172
10.156. Cantonnement – Modalités.....	173
10.157. Cantonnement – Effets.....	174
10.158. Cantonnement – Exclusion	174
Section 3 – L'acte notarié	176
10.159. Champ d'application – étendu – de la force exécutoire de l'acte notarié....	176
10.160. Conditions.....	177
10.161. Portée exécutoire	179
Section 4 – Les titres administratifs exécutoires	179
10.162. Principes.....	179
10.163. Les titres exécutoires administratifs pour les créances publiques.....	181
10.164. Le procès-verbal de non-contestation de créance dressé par huissier.....	182
Section 5 – L'exécution doit être en principe précédée d'un commandement	184
10.165. Notion et effets.....	184
Section 6 – Transformation de la saisie conservatoire en saisie-exécution	185
10.166. Raison d'être et modalités.....	185

CHAPITRE 5	
LES DIFFÉRENTES VOIES D'EXÉCUTION	
ET LEURS TRAITS FONDAMENTAUX.....	
	187
10.167.	187
Section 1 – La saisie-exécution mobilière.....	187
10.168. Généralités.....	187
10.169. Saisie-brandon.....	187
10.170. Éléments de procédure.....	187
10.171. Économie de procédure et collectivisation de la saisie (malheureusement endiguées).....	189
10.172. Action en distraction.....	189
Section 2 – La saisie-arrêt-exécution.....	191
10.173. Généralités.....	191
10.174. Procédure.....	191
10.175. Obligations du tiers saisi.....	192
10.176. Dessaisissement du tiers saisi.....	192
Section 3 – La saisie-exécution immobilière.....	194
10.177. Généralités et plan.....	194
10.178. Les nullités procédurales.....	195
10.179. Les voies de recours.....	195
§ 1.– Les formalités préalables.....	197
10.180. Commandement et trois autres formalités potentielles.....	197
§ 2.– L'exploit de saisie.....	198
10.181. Saisie proprement dite.....	198
§ 3.– La transcription de l'exploit de saisie.....	199
10.182. Durée et effets de la transcription.....	199
10.183. (Transcription de) Saisie sur (transcription de) saisie ne vaut.....	200
§ 4.– La désignation du notaire dans la perspective d'une adjudication publique...	201
10.184. Procédure et rôle du juge des saisies.....	201
§ 5.– La désignation du notaire dans la perspective d'une vente de gré à gré.....	202
10.185. Une alternative souvent opportune.....	202
§ 6.– La rédaction du cahier des charges.....	203
10.186. Contenu du cahier des charges.....	203
§ 7.– La sommation de prendre connaissance du cahier des charges.....	204
10.187. Moment, destinataires et effets de la sommation.....	204
§ 8.– La mention marginale de la sommation de prendre connaissance du cahier des charges.....	205
10.188. Collectivisation de la poursuite.....	205

§ 9. – Les mise en vente et adjudication de l'immeuble.....	206
10.189. Formes et moment	206
§ 10. – La signification au saisi de l'extrait analytique du procès-verbal d'adjudication.....	207
10.190. Effets.....	207
§ 11. – Les incidents de procédure	208
10.191. En bref.....	208

CHAPITRE 6

LES PROCÉDURES DE DISTRIBUTION DU PRODUIT DE LA SAISIE.....

10.192. Principes.....	209
Section 1 – La distribution par contribution.....	210
10.193. Principes.....	210
10.194. Brève description de la procédure.....	210
Section 2 – L'ordre	211
10.195. Généralités.....	211
10.196. Importance de la purge.....	211
10.197. Créanciers associés à la procédure.....	212
10.198. Ordre allégé.....	213
10.199. Brève description de la procédure.....	213

CHAPITRE 7

LE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES.....

Section 1 – Notion et objectifs.....	217
10.200. Introduction.....	217
10.201. Objectifs.....	218
Section 2 – Conditions d'application et procédure.....	219
10.202. Champ d'application.....	219
10.203. Procédure.....	221
10.204. Statut du médiateur de dettes.....	221
10.205. Publicité donnée à la décision d'admissibilité.....	222
10.206. Déclaration de créance.....	223
Section 3 – Effets de la décision d'admissibilité	224
10.207. Contours du concours.....	224
10.208. Pécule de médiation.....	226

Section 4 – Les plans de règlement collectif de dettes	226
10.209. Présentation des alternatives.....	226
10.210. Le plan de règlement amiable.....	226
10.211. Le plan de règlement judiciaire sans remise de dettes en principal.....	228
10.212. Le plan de règlement judiciaire avec remise de dettes en principal.....	229
10.213. Le plan de règlement judiciaire avec remise totale des dettes.....	233
Section 5 – Les recours	234
10.214. Limitation des voies de recours.....	234
Section 6 – La réalisation d’actifs dans le cadre du règlement collectif de dettes	234
10.215. Principes.....	234
10.216. Modalités procédurales.....	235
10.217. Présence du médié à l’acte ?.....	237
Section 7 – Révocation de la décision d’admissibilité ou du plan de règlement amiable	238
10.218. Causes de révocation.....	238
10.219. Effets de la révocation.....	239
Index alphabétique – Titre 10	241

TITRE II L’ARBITRAGE ET LES MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES CONFLITS

Olivier CAPRASSE

(avec Nicolas BIESSAUX pour les Chapitres 3 et 4)

CHAPITRE I INTRODUCTION.....

247

Olivier CAPRASSE

Section 1 – Les modes alternatifs de résolution des conflits	247
11.1. Introduction. Faveur du législateur.....	247
11.2. La loi 18 juin 2018 en vue de promouvoir les modes amiables de résolution des litiges.....	248
Section 2 – Rôle des avocats	249
11.3. Une double obligation.....	249
11.4. Atteinte au principe d’indépendance ?.....	250
11.5. Atteinte au principe de liberté ?.....	250

Section 3 – Rôle des magistrats	251
11.6. Rôle de pacificateur.....	251

Section 4 – Des causes qui relèvent du tribunal de la famille (art. 1253ter/I C. jud.)	252
11.7. Évolution.....	252
11.8. Suites de la réforme de 2018.....	252

Section 5 – Rôle des huissiers	254
11.9. Devoir d'information	254

CHAPITRE 2 L'ARBITRAGE.....

Olivier CAPRASSE

Section 1 – Cadre général	255
--	-----

§ 1.– Définition.....	255
11.10. Les types d'arbitrage.....	255
11.11. Avantages et inconvénients	258

§ 2.– Régime juridique.....	258
11.12. Normes applicables.....	258
11.13. Bref historique du droit belge de l'arbitrage.....	259
11.14. Les raisons de la réforme de 2013.....	260
11.15. Principaux choix à la base de la réforme de 2013.....	261
11.16. Entrée en vigueur du régime instauré par la loi du 24 juin 2013.....	262
11.17. Les ajustements apportés par la loi du 25 décembre 2016.....	263

§ 3.– Applicabilité de la sixième partie du Code judiciaire.....	264
11.18. Procédures concernées	264

§ 4.– Compétence des juges belges.....	266
11.19. Cas d'intervention.....	266
11.20. Règles de compétence internationale.....	266
11.21. Règles de compétence territoriale.....	267
11.22. Règles de compétence matérielle.....	268

§ 5.– Saisine des tribunaux étatiques	269
11.23. Citation – Requête conjointe – Requête unilatérale.....	269

§ 6.– Les recours à l'encontre des décisions des juges étatiques.....	270
11.24. Principe.....	270
11.25. Variété de situations.....	270

Section 2 – La convention d'arbitrage	271
--	-----

§ 1.– Conditions de fond et de forme.....	271
11.26. Clause compromissoire et compromis.....	271

11.27.	Forme.....	272
11.28.	Arbitrabilité objective.....	273
11.29.	Arbitrabilité subjective.....	277
11.30.	Autonomie de la convention d'arbitrage.....	278
§ 2.–	Effets de la convention d'arbitrage.....	279
11.31.	Effets entre parties : déclinatoire de juridiction.....	279
11.32.	Cas particuliers du référé.....	279
11.33.	Effets à l'égard des tiers.....	280
Section 3 –	Le tribunal arbitral.....	281
§ 1.–	Le statut de l'arbitre.....	281
11.34.	Capacité et incompatibilités.....	281
11.35.	Indépendance et impartialité.....	282
11.36.	Récusation.....	282
§ 2.–	Composition du tribunal.....	284
11.37.	Nombre d'arbitres.....	284
11.38.	Procédure de désignation.....	284
11.39.	Déport de l'arbitre.....	285
11.40.	Fin de la mission d'un arbitre.....	285
11.41.	Remplacement de l'arbitre.....	286
Section 4 –	L'instance arbitrale.....	286
§ 1.–	Principes généraux.....	286
11.42.	Égalité des parties, respect du contradictoire, droits de la défense et loyauté procédurale : les principes contraignants.....	286
11.43.	La liberté des parties.....	287
§ 2.–	Le déroulement de la procédure.....	288
11.44.	Début de la procédure.....	288
11.45.	Communications.....	288
11.46.	Lieu de l'arbitrage.....	288
11.47.	Langue.....	289
11.48.	Développement par les parties de leurs moyens et arguments.....	289
11.49.	Audience.....	290
11.50.	Absence de défaut.....	291
§ 3.–	Les prérogatives du tribunal arbitral.....	292
A.	Compétence.....	292
11.51.	Compétence de la compétence.....	292
11.52.	Recours contre les sentences en matière de compétence.....	292
B.	Instruction de la cause.....	292
11.53.	Mesures d'instruction.....	292
C.	La preuve.....	294
11.54.	Appréciation des moyens de preuve.....	294
11.55.	Assistance du juge d'appui dans l'obtention des moyens de preuve.....	294

D. <i>Droit applicable et amiable composition</i>	295
11.56. Droit applicable.....	295
11.57. Amiable composition.....	295
E. <i>Mesures provisoires et conservatoires</i>	296
11.58. Pouvoirs des arbitres.....	296
11.59. Force obligatoire et force exécutoire des mesures provisoires et conservatoires.....	298
11.60. Mesures prévues dans le cadre d'arbitrages institutionnels	300
F. <i>Astreinte</i>	300
11.61. Pouvoir du tribunal arbitral d'ordonner une astreinte.....	300
Section 5 – Sentences arbitrales	301
11.62. Types de sentences	301
11.63. Élaboration des décisions du tribunal arbitral.....	302
11.64. Le refus de participation d'un arbitre à l'élaboration de la sentence.....	303
11.65. Contenu de la sentence.....	304
11.66. Délais pour rendre la sentence.....	306
11.67. Communication de la sentence aux parties	306
11.68. Effets de la sentence	307
11.69. Clôture de la procédure arbitrale et fin de la mission du tribunal arbitral....	307
11.70. Rectification – Interprétation – Sentences additionnelles – Incidences en matière de recours.....	308
Section 6 – Les recours à l'encontre des sentences	312
§ 1.– Les recours possibles.....	312
11.71. Absence d'opposition	312
11.72. Recours ouverts aux tiers.....	312
11.73. L'appel s'il est prévu.....	313
11.74. L'annulation.....	313
§ 2.– Le recours en annulation.....	314
11.75. Nature.....	314
11.76. Nécessité d'une sentence qui ne peut plus être attaquée devant les arbitres.....	314
11.77. Hypothèses où la cause d'annulation doit avoir été invoquée au cours de la procédure arbitrale.....	315
11.78. Délais. Article 1717, § 4.....	315
11.79. Recours en annulation et tierce opposition à l'ordonnance d'exequatur.....	316
11.80. Titulaires du droit d'action en annulation.....	317
11.81. Les causes d'annulation	317
11.82. Procédure.....	320
11.83. Renvoi de la sentence devant le tribunal arbitral.....	321
11.84. Exclusion du recours en annulation.....	321
Section 7 – L'exécution des sentences	322
11.85. La nécessité d'un contrôle étatique avant toute exécution forcée.....	322
11.86. Recours contre l'ordonnance d'exequatur	325
11.87. Cas de figure spécifique (visé à l'art. 1717, § 7) : l'introduction d'une procédure d'annulation (de la sentence) alors qu'une procédure en tierce opposition contre l'ordonnance d'exequatur a préalablement été engagée...	325

CHAPITRE 3 LA MÉDIATION..... 327

Olivier CAPRASSE et Nicolas BIESSAUX

Section 1 – Généralités.....	327
11.88. Objet. Contexte.....	327
11.89. Évolution.....	329
11.90. La réforme de 2018.....	330
11.91. Le cadre réglementaire.....	331
Section 2 – Principes généraux.....	331
11.92. « Médiabilité objective ».....	331
11.93. « Médiabilité subjective ».....	332
11.94. « Médiabilité territoriale ».....	332
11.95. L'effet d'une clause de médiation.....	332
11.96. La confidentialité. Le respect du principe de confidentialité est essentiel à l'efficacité de la médiation.....	333
11.97. Le caractère volontaire de la médiation.....	335
Section 3 – La Commission fédérale de médiation.....	337
Section 4 – Les médiateurs.....	339
11.98. Le médiateur agréé.....	339
11.99. Protection légale du titre et de la profession de médiateur agréé.....	340
11.100. Caractère général de l'agrément.....	341
11.101. Conditions de l'agrément.....	341
11.102. Retrait de l'agrément.....	342
Section 5 – La médiation extrajudiciaire.....	342
11.103. Changement d'appellation.....	342
11.104. Possibilité de recourir à une médiation extrajudiciaire.....	342
11.105. Désignation du médiateur.....	342
11.106. Effet de mise en demeure et suspension de la prescription.....	342
11.107. Le protocole de médiation – Contenu et effets.....	343
11.108. Accord de médiation et homologation.....	343
Section 6 – La médiation judiciaire.....	344
11.109. Possibilité d'ordonner une médiation judiciaire.....	344
11.110. Délai pour ordonner une médiation.....	344
11.111. Désignation du médiateur.....	345
11.112. Demande de médiation judiciaire par les parties.....	345
11.113. Déroulement de la procédure.....	346
11.114. Accord de médiation et homologation.....	346
Section 7 – L'homologation des accords de médiation.....	347
11.115. Conditions de l'homologation.....	347
11.116. Effets de l'homologation.....	348

Section 8 – Accès à la justice	349
11.117. L'aide juridique et l'assistance judiciaire.....	349

CHAPITRE 4
LE DROIT COLLABORATIF

Olivier CAPRASSE et Nicolas BIESSAUX

Section 1 – Généralités	351
11.118. Contexte	351
11.119. Définition.....	351
11.120. Origine et évolution.....	352

Section 2 – Champ d'application	353
11.121. Champ d'application <i>ratione materiae</i>	353
11.122. Champ d'application <i>ratione personae</i>	353

Section 3 – L'avocat collaboratif	354
11.123. Avocat collaboratif. Nécessaire agrément	354
11.124. Rôles et engagements de l'avocat collaboratif.....	355

Section 4 – Principes généraux	355
11.125. Absence de relation triangulaire.....	355
11.126. L'état d'esprit du droit collaboratif	356
11.127. Le caractère volontaire. Début du processus	356
11.128. Le caractère volontaire. Fin du processus	357
11.129. La confidentialité renforcée	357
11.130. La loyauté, la transparence et la bonne foi	358
11.131. Le retrait de l'avocat.....	359
11.132. Frais et honoraires	360

Section 5 – Le processus	360
11.133. Possibilité de recourir au droit collaboratif	360
11.134. Suspension de la prescription	360
11.135. La première réunion plénière. Protocole.....	361
11.136. Accord de collaboration. Absence d'homologation.....	361

Index alphabétique – Titre II	363
--	-----

TITRE 12 LA PROCÉDURE ÉLECTRONIQUE

Dominique MOUGENOT

CHAPITRE I

INTRODUCTION À LA PROCÉDURE ÉLECTRONIQUE 369

12.1. Avertissement 369

Section 1 – Concept 369

12.2. Qu'est-ce que la procédure électronique ? 369

Section 2 – Historique succinct 371

12.3. La loi du 20 octobre 2000 371

12.4. Phénix, l'oiseau mythique qui n'a jamais pris son envol 371

12.5. Les lois Pot-pourri 373

CHAPITRE 2

LES MÉCANISMES EXISTANTS 375

Section 1 – La communication électronique 375

§ 1.– La communication électronique en matière judiciaire 375

12.6. La communication électronique – généralités 375

12.7. La remise de conclusions auprès de greffes non accessibles via e-Deposit... 378

12.8. La signature des conclusions remises par e-Deposit 379

§ 2.– Signification électronique 382

12.9. Le problème de la signification électronique 382

12.10. Le principe 383

12.11. Le registre central des actes authentiques dématérialisés 385

12.12. La date de la signification 386

12.13. Le double rôle de la chambre nationale des huissiers de justice 387

12.14. Signature de l'exploit 387

12.15. Typologie des significations 388

12.16. Choix du mode de signification 389

Section 2 – Le dossier électronique 390

12.17. Absence de dossier de procédure électronique 390

12.18. Les registres centraux de la solvabilité et des règlements collectifs
de dette – une ébauche de dossier électronique 392

Section 3 – L'audience électronique 394

12.19. L'audience par vidéoconférence 394

CHAPITRE 3
RÉFLEXIONS PROSPECTIVES 397

12.20. L'avenir de la technologie en matière judiciaire 397

Section 1 – La justice prédictive 397

12.21. La justice prédictive 397

12.22. Open data et décisions de justice 400

12.23. Une technologie non dépourvue de risques 401

Section 2 – La justice robotisée 404

12.24. La justice robotisée 404

12.25. Justice robotisée et droits fondamentaux 405

12.26. Quelle place pour la justice dans un monde informatisé ? 408

Index alphabétique – Titre 12 411

Bibliographie 413

Index général des volumes 1, 2 et 3 493